Eléments

DE QUOI MICHEA EST-IL LE NOM ?

Il fallait sans doute s'y attendre. Ces derniers mois, on a assisté à une véritable offensive dirigée contre Jean-Claude Michéa, ou plus exactement contre les thèses développées dans ses derniers livres, *Le complexe d'Orphée* et *Les mystères de la gauche*[1]. S'engouffrant dans une brèche ouverte par le sociologue Luc Boltanski[2], Serge Halimi a ouvert le feu dans les colonnes du *Monde diplomatique*, dont il est aujourd'hui le directeur, suivi par l'économiste Frédéric Lordon, dans *La Revue des livres*, et par Philippe Corcuff, militant anarcho-altermondialiste successivement passé par le PS, les Verts et le NPA de Krivine-Besancenot[3], imités aussitôt par quelques autres blogueurs d'occasion.

Ce qui frappe dans ce tir de barrage, comme l'a observé l'intéressé lui-même, c'est qu'il n'émane nullement de la gauche bobo à laquelle Michéa s'en prend régulièrement dans ses livres, mais d'auteurs plus résolument engagés « à gauche », qui jusqu'à présent nous avaient habitués à mieux (les critiques du capitalisme par Boltanski et Lordon, pour ne citer qu'elles, sont souvent suggestives). Explication possible : l'influence chez ces « sociologues insurrectionnels appointés par l'Etat » (Aude Ancelin) de la pensée figée d'un Pierre Bourdieu : la gauche « bourdivine » n'aime pas se remettre en cause, Jean Baudrillard l'avait déjà observé.

Il vaut la peine de s'arrêter sur cette polémique, non pour défendre Jean-Claude Michéa, qui a très bien su le faire tout seul – notamment dans un texte mis en ligne le 2 août sur Médiapart, sous forme d'une lettre ouverte à Philippe Corcuff, dans laquelle il répond aussi à ses autres contradicteurs –, mais parce qu'en dépit des caricatures et des arguments de mauvaise foi, il soulève des problèmes de fond importants – trait caractéristique de la plupart des débats d'idées à gauche, dont on serait bien en peine de trouver l'équivalent à droite (où le « débat d'idées » se ramène en général à des accumulations de slogans assorties d'injures et de noms d'oiseaux).

Mais que reproche-t-on exactement à Michéa ? D'avoir rompu avec la gauche, comme on pourrait le croire à lire l'exclamation horrifiée de Frédéric Lordon : « Voilà maintenant qu'il rompt avec la gauche » ? Ce serait évidemment absurde, puisque ce que Michéa reproche fondamentalement à la gauche, c'est d'avoir elle-même rompu avec le socialisme[4]. Michéa n'a pas choisi de rompre avec « la gauche » pour se rallier à « la droite » – heureusement dirons-nous. Il faut d'ailleurs être singulièrement débile pour s'imaginer que critiquer la gauche, c'est rallier la droite ou en légitimer les positions.

(C'est avec un raisonnement de cet acabit qu'à l'époque de la guerre froide, on tenait pour des « alliés objectifs » de l'Union soviétique ceux qui dénonçaient les mystifications d'un « monde libre » dominé par les Américains). Michéa est un socialiste partisan d'une société sans classes, doublé d'un démocrate radical de sensibilité libertaire et d'un tenant de la décroissance, dont le projet d'émancipation n'a donc rien à voir avec un quelconque restaurationnisme. Affirmant explicitement qu'il faut « penser avec les Lumières contre les Lumières »[5], selon l'excellente formule que l'on doit à Theodor W. Adorno, il se réclame du jeune Marx, de Marcel Mauss, de Guy Debord, de George Orwell et de Christopher Lasch, pas de Bonald ou de Joseph de Maistre, et moins encore de Maurras !

Dans sa réponse aux « nouveaux chiens de garde » qui l'ont attaqué, Michéa dit lui-même qu'il a « dû taper dans une sacré fourmillère pour susciter ainsi une telle levée de boucliers ». C'est en effet bien de cela qu'il s'agit, puisqu'il a tout simplement mis le doigt sur l'essentiel. En disant quoi ? Que si la gauche a trahi le peuple en se ralliant à la société de marché, c'est parce qu'elle a rompu avec l'inspiration du socialisme des origines, ce qui n'a été possible que parce que que le libéralisme culturel ou sociétal dont elle se réclame tire son inspiration de la même source que le libéralisme économique (que les Italiens appellent « libérisme ») qu'elle prétend combattre. Voilà ce qui a suffi pour que la mécanique du soupçon se mette en marche. Comme bien d'autres avant lui, Michéa est donc désormais réputé « pas clair ». Il brouille les cartes, il déconstruit les idées toutes faites, il bouscule les étiquettes. C'est ce que l'on ne lui pardonne pas.

Mais voyons cela de plus près.

Le fossé qui sépare désormais la gauche et le peuple a fait l'objet ces dernières années de nombreux travaux (notamment de la part de Vincent Coussedière, Pierre Sansot, Laurent Bouvet et Christine Guilly, Gaël Brustier, etc.). « Ce peuple, dont elle louait autrefois l'instinct révolutionnaire, la gauche dominante le caricature maintenant en "beauf" réactionnaire et raciste, condamnant son conservatisme étroit et son attachement à de vieux principes moraux qui le rendent rétif au nouvel esprit du capitalisme »[6]. En dépit des apparences, il en va même ainsi d'un Jean-Luc Mélenchon, chez qui le peuple « ressemble davantage à un regroupement de victimes d'opprimés aux contours assez flous qu'au prolétariat révolutionnaire des marxistes ou à ces masses laborieuses que prétendait autrefois défendre le parti communiste français »[7], comme en témoignage sa conception irénique des problèmes de l'immigration[8].

La gauche a congédié le peuple en même temps qu'elle a abandonné sa volonté de changement social et qu'elle s'est soumise à la logique libérale, ce qui l'a conduite à faire sienne l'idée qu'il n'y a au fond pas d'alternative à l'expansion illimitée du capitalisme et à la mise en place d'une société de marché. Cette double dérive doit s'analyser dialectiquement, car chacune de ses orientations est à la fois cause et conséquence de l'autre. L'originalité et le mérite de Michéa ont été d'en donner une explication, qui ne se ramène pas à des questions de conjoncture ou à une simple montée du « réformisme » : il faut plutôt y voir l'ultime aboutissement (et la conséquence logique) d'une contradiction interne de la gauche résultat de son inspiration duale : d'un côté la défense des classes populaires héritée du mouvement ouvrier, de l'autre celle du « progressisme », en clair de l'idéologie du progrès héritée des Lumières, dont se réclament aussi les libéraux.

Le socialisme ouvrier est né d'une opposition à la modernité qui a généralisé l'exploitation du travail salarié, la destruction des structures traditionnelles et l'atomisation de la société, alors que la philosophie des Lumières (décrite par Engels comme le « règne idéalisé de la bourgeoisie ») a été à la pointe de cette même modernité, en s'affirmant d'emblée comme « parti du changement » militant pour un progrès posé comme intrinsèquement « émancipateur »[9]. L'alliance du socialisme ouvrier et de la gauche progressiste s'est nouée, comme l'a très bien montré Michéa, au moment de l'affaire Dreyfus, lorsqu'il fallait faire front commun contre une droite cléricale et réactionnaire adepte de l'« alliance du Trône et de l'Autel ». Or, cette droite-là a aujourd'hui quasiment disparu, puisqu'elle a été submergée par la droite libérale, dont les présupposés idéologiques sont les mêmes que ceux de la gauche. Lorsque Jacques Julliard écrit : « A gauche, le libéralisme moral et la réglementation économique ; à droite la réglementation morale et le libéralisme économique. C'est sur cette espèce de Yalta culturel que fonctionne encore l'opposition gauche-droite », il fait en effet preuve d'anachronisme. Il y a belle lurette que « la droite » a renoncé à toute vellléité de « réglementation morale » et que « la gauche » s'est ralliée à l'économie libre-échangiste d'inspiration libérale.

Les circonstances qui avaient provoqué l'alliance des socialistes et de la gauche progressiste ayant disparu, l'équivoque inhérente à cette alliance apparaît du même coup au grand jour et permet de comprendre les causes profondes de la dérive libérale de la gauche. L'alliance entre socialistes et progressistes a aujourd'hui « épuisé toutes ses vertus » positives, dit Michéa. Privé de son ancien ennemi, la droite réactionnaire, la gauche s'est lancée dans une fuite en avant pour concurrencer la droite libérale sur le terrain de la modernité et de la modernisation (c'est-à-dire de l'éradication du « monde d'avant »). D'où son ralliement à la société gouvernée par la dyade de l'économie de marché et de l'idéologie des droits de l'homme, c'est-à-dire par l'idée qu'on peut parvenir au « vivre-ensemble » par le simple jeu de la confrontation des intérêts et d'un droit procédural abstrait. A la lutte des classes et à la dénonciation des inégalités sociales s'est substituée une lutte contre-toutes-les-discriminations qui prétend avant tout, en bonne logique progressiste, en finir avec les « archaïsmes » au nom du « pourtoussisme ». D'où l'observation lapidaire de Michéa : « Le socialisme est, par définition, incompatible avec l'exploitation capitaliste, la gauche, hélas, non »[10]. Dans ces conditions, le socialisme ne peut plus, sans cesser d'être lui-même, se fonder sur un héritage philosophique commun à la « gauche » et à un libéralisme qui reste aujourd'hui son ennemi principal, dans la mesure où le primat de l'individualisme « rationnel » (calculateur) antagonise au premier chef tout ce qui est de l'ordre du collectif et du commun.

Dès lors que « la gauche et la droite s'accordent pour considérer l'économie capitaliste comme l'horizon indépassable de notre temps », il est bien évident, par ailleurs, que le clivage gauche-droite n'a plus aucun sens et que, corrélativement, la question des alliances de classes se pose d'une façon nouvelle. C'est la raison pour laquelle Michéa n'hésite pas à dire, après Pier Paolo Pasolini, Cornelius Castoriadis, Christopher Lasch et bien d'autres, que le clivage droite-gauche est aujourd'hui devenu obsolète et mystificateur. Marx, rappelle-t-il au passage, ne s'est jamais référé à l'opposition de la gauche et de la droite (pas plus qu'il ne se définissait lui-même comme un homme « de gauche » !), mais à la lutte des classes. Ajoutons qu'il n'opposait même

pas l'égalité à l'inégalité, mais appelait à passer du « royaume de la nécessité » à celui de la « liberté »… Le seul clivage qui vaille désormais n'oppose plus la gauche et la droite, mais les partisans (d'où qu'ils viennent) et les adversaires (d'où qu'ils viennent) du capitalisme mondialisé comme système d'emprise et de déshumanisation totale – clivage que nous avions nous-même décrit naguère comme l'opposition du « centre » et de la « périphérie ». Un tel clivage implique une critique conjointe des élites « de droite » et « de gauche » dont, au-delà des divisions partisanes, les intérêts convergents se fondent sur une solidarité de classe. Il fallait avoir le courage de le dire. C'est ce que Michéa a fait, et c'est également ce qu'on ne lui pardonne pas.

Michéa rappelle volontiers, en citant Marcel Mauss, que le capitalisme n'est pas seulement un système économique, mais un « fait social total ». C'est dans le même esprit que nous avons nous-même employé l'expression de « Forme-Capital » : le Capital en tant qu'il met en forme la société globale, qu'il devient la forme générale de cette société. Or, Michéa montre que les partisans de la « transgression morale et culturelle permanente » font directement le jeu des prédateurs de la finance mondiale dans la mesure où le capitalisme ne peut étendre son emprise qu'en disloquant, non seulement les structures de vie communautaires traditionnelles, mais le lien social, les valeurs partagées, les modes de vie spécifique, les cultures populaires, etc. Le capitalisme ne peut transformer la planète en un vaste marché – ce qui est son but –, que si cette planète a été au préalable atomisée, si elle a renoncé à toute forme d'imaginaire symbolique incompatible avec la fièvre du *novum*, la logique du profit et l'accumulation illimitée. « Sans les nouvelles pistes qu'ouvre sans cesse le libéralisme culturel, souligne-t-il, le marché ne pourrait pas s'emparer continuellement de toutes les activités humaines, y compris les plus intimes »[11].

Serge Halimi dit que considérer le libéralisme économique et le libéralisme culturel comme « liés » est une « erreur ». Bien entendu, il n'apporte pas le moindre élément de preuve à l'appui de cette assertion. On notera d'ailleurs que son article ne s'en prend pas seulement à Michéa, mais aussi à Geoffroy de Lagasnerie, auteur d'un livre dans lequel il soutient exactement la même thèse que Michéa… à ceci près qu'il se félicite hautement de ce que Michéa condamne sans réserves, puisque cet adepte inconditionnel d'une modernité « de gauche », va jusqu'à ses réclamer des penseurs ultracapitalistes de l'Université de Chicago, tel Gary Becker, en assurant trouver dans leur « pluralisme » (?) le meilleur des remparts contre les « pulsions autoritaires » de la gauche[12] ! Le programme de Lagasnerie a ceci d'intéressant qu'il définit en ces termes le « problème central » auquel il a choisi de s'affronter : « Comment désamorcer la pulsion passéiste ou réactionnaire nécessaitement inscrite au cœur de tout projet critique ». (On remarquera le « nécessairement » !). A cette question, on en opposera une autre, bien posée par Michéa : « Comment émanciper les individus et les peuples sans détruire, du même mouvement le lien social lui-même, et donc l'humanité ? »

Les détracteurs de Jean-Claude Michéa lui reprochent donc d'avoir placé « la gauche » devant ses contradictions, et d'avoir démontré qu'entre la défense du « progressisme » et celle des classes populaires il faut désormais choisir, non seulement parce ces deux thématiques ne sont idéologiquement, politiquement et sociologiquement pas conciliables, mais aussi parce que les circonstances historiques qui avaient conduit ces deux courants à s'allier ont aujourd'hui disparu. Leur réaction peut donc s'interpréter

comme un effort désespéré d'échapper à cette analyse et de « sauver » l'idéologie du progrès.

La méthode à laquelle ils ont recours consiste à montrer que les classes populaires n'ont pas que des qualités, et que l'idéologie du progrès n'a pas que des défauts. Significativement, leurs critiques se concentrent sur la notion de « décence commune » (*common decency*), que Michéa a repris chez George Orwell – mais dont on n'a pas de mal à retrouver l'équivalent chez Victor Hugo, chez Jack London, chez Jules Vallès, chez Elisée Reclus, chez Sorel, chez Proudhon et bien d'autres[13].

L'idée que les classes populaires seraient plus spontanément enclines à l'entraide, à la générosité, à la réciprocité, à la solidarité collective, plus portées aussi à juger sur la base de valeurs partagées qu'il y « des choses qui ne se font pas », est critiquée comme idéaliste ou essentialiste. La notion même de « décence commune » est dénoncée comme un mythe pur et simple. Corcuff en fait une « caractéristique intemporelle propre à la nature humaine » (sic). Lordon y voit la « manifestation de l'essence éternelle d'un peuple imaginaire ». La « décence commune », ajoute-t-il, n'est pas chez Michéa un constat anthropologique ou sociologique, mais un « acte de foi ». Aussi Frédéric Lordon, désireux de faire apparaître les « conséquences répugnantes » des « valeurs traditionnelles » dont Michéa est accusé de vouloir assumer l'héritage, rappelle-t-il laborieusement « qu'il arrive au peuple des gens ordinaires de ratonner », de « faire des virées pour casser du gay », et bien entendu de voter pour Hitler. Bref, les gens ordinaires sont comme tout le monde : ils sont capables de tout – et d'ailleurs Spinoza l'avait déjà dit. Quelle révélation !

Cette critique de la décence commune est extraordinairement ridicule. Il faut en effet une grande naïveté pour s'imaginer que Michéa ignore que bien des coutumes traditionnelles avérées dans l'histoire furent aussi absurdes que répugnantes. (« On connaît des sociétés, écrit Lordon, où faire arracher le cœur d'un enfant par un prêtre entrait régulièrement dans le domaine du "ça se fait" » !). Beaucoup de naïveté aussi – ou de mauvaise foi –, pour croire qu'il ne sait pas que le peuple peut se tromper, qu'il peut être abusé, manipulé, ahuri, qu'il peut être intolérant, lâche ou chauvin, qu'il peut ratonner des immigrés et des homos, qu'il « est toujours pour le progrès matériel » (Julliard), qu'il rêve bien souvent de s'embourgeoiser à son tour, etc. Michéa, que l'on sache, n'a jamais prétendu que le peuple était « naturellement bon », naturellement infaillible, et qu'il tenait ses vertus d'une essence tombée du ciel. Orwell ne l'a jamais prétendu non plus.

Contrairement à ce que disent ses contradicteurs, Michéa n'a jamais entretenu le flou autour de la « décence commune ». Il en a même donné une bonne dizaine de définitions. Dans *La double pensée* (2008), il soulignait en quoi les vertus que recouvre cette expression s'enracinent dans ce que Mauss appelait la logique du don. Il lui est même arrivé de décrire la décence commune comme la « réappropriation moderne de l'esprit du don ». Mais c'est bien là que le bât blesse. Car la logique du don, ordonnée autour du triple impératif de donner, de recevoir et de rendre, est le propre des sociétés traditionnelles, par opposition aux sociétés modernes qui ne connaissent que la logique de l'échange marchand.

Concernant la décence commune, Michéa fait simplement cette observation empirique qu'elle est de toute évidence plus répandue dans le peuple que dans la bourgeoise ou dans les élites, car ces dernières sont plus souvent victimes du pouvoir dissolvant de l'argent (« Je vois autour de moi dans les milieux simples et populaires plus de *common decency* que dans les milieux aisés »). Il ne dit nullement que ces vertus tombent du ciel ou s'expliquent par la génétique du prolétariat.

Lordon reproche à Michéa de ne pas voir « que le peuple ne doit qu'à des conditions sociales extérieures (et pas du tout à son "essence" de peuple) de ne pas choir dans l'*indecency* » – en d'autres termes que le peuple n'a de désirs modérés que parce qu'on lui a « ôté tous les moyens de l'intempérance », si bien que « la *common decency* ne fait pas autre chose que de nécessité vertu ». On reconnaît l'influence de Bourdieu dans cette insistance à souligner l'importance des déterminismes sociaux dans les désirs et les comportements individuels. Or, Michéa écrit explicitement, dans *Le complexe d'Orphée*, que ce n'est « pas tant par leur prétendue "nature" que les classes populaires sont encore relativement protégées de l'égoïsme libéral. C'est bien plutôt par le maintien d'un certain type de tissu social capable de tenir quotidiennement à distance les formes les plus envahissantes de l'individualisme possessif ». « Ce n'est pas que l'homme des quartiers populaires serait par nature, au sens rousseauiste du terme, un être idéal, souligne-t-il encore, – c'est un être complexe, capable du meilleur comme du pire –, mais il reste dans les quartiers populaires des structures de vie commune, fondées sur l'anthropologie du don qui, même si elles sont sérieusement attaquées par la société moderne, rendent encore possible, entre voisins, des rapports d'échanges symboliques ».

C'est en fait sur cette critique de la « décence commune » qu'il faut s'interroger. Que signifie-t-elle ? Que trahit-elle, sinon une défiance, voire un mépris du peuple ? La critique du peuple comme irrationnel par nature n'est pas nouvelle, puisqu'elle remonte pour le moins à Platon. Irrationnel, mal informé, manipulable, souvent inculte, prodigue en bas instincts – il aggrave encore son cas de nos jours en trouvant qu'il y a trop d'étrangers en France ou en s'afirmant majoritairement favorable à l'autodéfense et à la peine de mort –, le peuple doit être tenu à l'écart des questions qui relèvent de la haute expertise (« ceux qui savent »), et finalement ne se laisser concéder qu'un rôle minimal dans la décision politique. Dans cette optique, le *demos* est assimilé au *plethos*, la foule dangereuse.

Serge Halimi proclame que notre « salut éventuel » ne viendra pas de la « résurrection du prolétariat du siècle dernier » – un prolétariat auquel il préfère peut-être les masses atomisées de la modernité tardive. « Le peuple de Michéa, écrit-il aussi, c'est Jean Gabin dans *La belle équipe*. Musclé, français, chef de famille [sic] ». La remarque est imbécile, mais elle porte à rappeler que *La belle équipe*, de Julien Duvivier (1936), fut en son temps salué comme le film le plus inspiré par le Front populaire – et que cet admirable film n'est pas vraiment un film réactionnaire. L'allusion est donc révélatrice : Halimi montre par là combien l'esprit du Front populaire lui est étranger – et surtout en quoi l'idée même d'un « front populaire » actuel lui répugne. Frédéric Lordon, qui s'avoue lui-même incapable de comprendre ce que peut concrètement signifier l'invitation à se conduire de façon « décente » dans la vie quotidienne, n'hésite pas de son côté à écrire que le peuple est un « concept sociologique des plus filandreux », et que « magnifier le peuple » pourrait bien être une forme de « racisme social »[14] ! Il ajoute qu'« on ne voit pas bien » qui sont les « gens ordinaires » évoqués par Michéa. Il devrait lire un peu

moins Spinoza, et regarder un peu plus autour de lui…. Les descriptions négatives du peuple faites par les détracteurs de Michéa ne peuvent en tout cas que recueillir l'approbation des libéraux, qui se sont toujours méfiés des « gens de peu ». Elles rejoignent la vulgate de diabolisation du « populisme » qui fleurit aujourd'hui dans tous les milieux[15].

Lordon reproche aussi à Michéa de « rompre avec son temps », c'est-à-dire en clair de critiquer la modernité et l'idée même de progrès. Mais de quoi fait-il donc crédit à la modernité ? De la même chose exactement que les libéraux : d'avoir légitimité le droit de sécession (le droit de « se barrer », pour reprendre ses propres termes) par rapport à des structures sociales excessivement contraignantes, d'avoir permis le « divorce », bref d'avoir rendu l'individu capable de satisfaire en toute indépendance ses « élans désirants » : « Partir, quitter : voilà ce qu'a autorisé la modernité individualiste ». On croirait lire du Benjamin Constant ! Mais comment ne voit-il pas qu'en faisant l'apologie de la possibilité de « se barrer », il légitime d'abord la *sécession des élites* propre à une Nouvelle Classe transnationale désireuse de s'affranchir à la fois des frontières et de toutes les règles auxquelles elle prétend soumettre les autres ?

Le crime de Jean-Claude Michéa serait donc d'avoir rappelé l'attachement des classes populaires à des valeurs que l'idéologie du progrès regarde comme autant de limitations à la liberté d'autonomie abstraite d'un sujet coupé de ses appartenances premières. Michéa gêne parce qu'il reconnaît, et même souligne, les réflexes « conservateurs » d'une classe ouvrière dont les valeurs sont le plus souvent des valeurs traditionnelles et communautaires. De telles valeurs, qui s'opposent frontalement à l'individualisme de la société marchande, et à la transformation de l'humanité en monades atomisées, renvoient de toute évidence à l'Ancien Régime (ce qui explique qu'elles recoupent sur certains points, mais pas sur tous, la critique du libéralisme par la pensée contre-révolutionnaire). Avec une rare mauvaise foi, les adversaires de Michéa en concluent qu'en dernière analyse, ses travaux manifestent un désir inavoué de revenir à cet Ancien Régime. La mauvaise foi tient au fait qu'ils oublient la distinction fondamentale que fait Michéa entre des « valeurs d'Ancien Régime », qui ne sont jamais que des valeurs traditionnelles, c'est-à-dire des valeurs de toujours, et les hiérarchies d'Ancien Régime qu'il rejette au contraire expressément, ainsi que le faisaient évidemment les premiers socialistes.

Cette incapacité à faire la différence entre les structures hiérarchiques et inégalitaires de l'Ancien Régime et la socialité de base, largement égalitaire, les solidarités et les traditions populaires fondatrices du lien social qui régnaient alors au sein du peuple (en servant souvent de compensation bienfaisante aux hiérarchies dominantes) transparaît parfaitement dans l'accusation de rêver d'un « retour aux communautés familiales et villageoises » portée par Lordon à l'encontre de Michéa. La remarque ne manque certes pas de sel à une époque où tout le monde en est à vanter les mérites du localisme et des « circuits courts » – mais qui en dit long sur les préférences de son auteur, qui vont apparemment vers les mégapoles où règne la solitude de masse, mais d'où tout le monde peut « se barrer » (pour aller où ?). Elle montre surtout que, pour Lordon, la socialité traditionnelle ne peut s'analyser que comme contrainte, superstition ou étouffoir, sans jamais en voir les aspects positifs. De même, l'idée même de dette symbolique n'est envisagée que comme contrainte, sans prise en compte de ce qu'elle peut avoir aussi d'émancipateur (l'entraide et l'amitié sont des liens qui libèrent). Cette haine des

racines, ce refus d'admettre que l'universel ne s'atteint qu'à partir d'une singularité concrète, est un signe qui ne trompe pas.

Viennent enfin des reproches d'ordre politicien, c'est-à-dire des reproches minables. Aux yeux de ses détracteurs, explique Aude Ancelin, Michéa serait « devenu le cheval de Troie intellectuel séduisant d'un socialisme franchouillard autoritaire [sic], dont le lepénisme serait en définitive la seule véritable traduction politique aujourdhui »[16]. Philippe Corcuff accuse ainsi Michéa de contribuer « à désarmer les gauches » (sic) par son discours[17]. Même son de cloche chez Luc Boltanski, qui n'hésite pas à décrire les idées de Michéa comme susceptibles de conduire à une « révolution conservatrice ». Tiens donc ! Bref, il serait dangereux d'en appeler à de nouveaux clivages « à l'heure où une Marine Le Pen pilonne la collusion "UMPS" » (Aude Ancelin) !

Plutôt que de poser une question aussi stupide que « de qui Michéa fait-il le jeu ? », ces critiques de bas étage feraient évidemment mieux de se demander pourquoi Marine Le Pen monopolise un « pilonnage » qu'une gauche critique digne de ce nom aurait dû mettre en œuvre bien avant elle. Mais bien sûr, cela obligerait à se demander comment reconquérir des classes populaires que les dérives de la gauche ont fait à leur tour dériver à droite. Plutôt que de faire un examen de conscience portant sur les raisons pour lesquelles le peuple ne se reconnaît plus dans la gauche (la réponse étant : parce qu'elle s'est ralliée à l'idéologie dominante), ces critiques préfèrent mettre en accusation celui qui a su pointer avec bonheur leur écrasante responsabilité dans cette involution – au risque de laisser entendre qu'à tout prendre, au « socialisme franchouillard », ils préfèrent encore le capitalisme mondialisé.

L'accusation de « faire le jeu du Front national » en brouillant l'opposition gauche-droite, variante contemporaine du mot d'ordre de Sartre (« ne pas désespérer Billancourt » en disant la vérité sur les camps soviétiques), représente évidemment le degré zéro de la pensée. Cela revient à dire que la vérité doit être travestie selon les circonstances, et que la pensée n'est affaire que de tactique. A cette idée répugnante qu'un intellectuel ne doit pas dire ce qu'il pense, mais ce qu'il s'imagine devoir dire en fonction des derniers sondages électoraux, Michéa a répondu de la meilleure façon qui soit : « S'il y a une chose dont je sois absolument certain – à la lumière de toute l'expérience révolutionnaire du XXe siècle – c'est que, comme l'écrivait Antonio Gramsci, *seule la vérité est révolutionnaire*. Et qu'il faut donc toujours être prêt à la dire telle qu'elle est, *quel que soit le contexte et quelles qu'en soient les conséquences* ». Eh oui, seule la vérité est révolutionnaire ! Comment être pris au sérieux si l'on n'en est pas convaincu ?

Tout cela signifie-t-il que la pensée de Jean-Claude Michéa ne peut pas être critiquée ? Non, bien sûr. Mais encore faut-il que la critique soit intelligente et honnête. Anselm Jappe, par exemple, avait fait paraître en 2008 un « examen critique » de *L'empire du moindre mal*, autre livre de Michéa, à l'argumentation autrement plus fine et plus constructive que celle de Lordon, Corcuff et consorts.

Jappe approuvait Michéa d'avoir décrit « la gauche » comme une forme de libéralisme (« cette amère constatation est effectivement essentielle pour comprendre l'histoire du capitalisme ») et de souligner que le capitalisme n'est absolument pas conservateur en son essence. Il ajoutait que « la grande force de Michéa, c'est d'insister sur la nécessité

d'une réforme *morale* pour sortir du bourbier de la société marchande ». Il lui reprochait en revanche, en s'appuyant sur la critique de la valeur développée notamment par Robert Kurz (un auteur sur lequel nous avons été l'un des premiers à attirer l'attention en France), de ne pas suffisamment prendre en compte la « centralité de la critique de l'économie politique pour comprendre la société capitaliste ». Sur ce point, il n'avait pas tort. Soulignant que « l'explication matérialiste de l'histoire n'est pas logiquement identique à la croyance dans le progrès, sur laquelle d'ailleurs le vieux Marx commençait à avoir des doutes », Jappe écrivait : « Un des points forts de la critique de la valeur est d'avoir rompu radicalement avec la dichotomie de base/superstructure, non au nom d'une "pluralité" supposée des facteurs, mais en prenant appui sur la critique marxienne du fétichisme. Le fétichisme de la marchandise n'est pas une fausse conscience, une mystification, mais une forme d'existence sociale totale, qui se situe en amont de toute séparation entre reproduction matérielle et facteurs mentaux, parce qu'il détermine les formes mêmes de la pensée et de l'agir ». On ne peut qu'être d'accord avec cette remarque, qui seule permet de comprendre l'irrésistible tendance de la Forme-Capital à l'illimitation, c'est-à-dire la dynamique pure de l'accumulation du capital. Michéa n'a d'ailleurs pas manqué d'en tenir compte.

Il en va tout autrement des plus récents détracteurs de Michéa. Dans le reproche d'avoir clairement fait apparaître les contradictions internes de « la gauche », de « magnifier le peuple », de faire preuve de « manichéisme », d'« essentialisme » et autres péchés mineurs, de montrer que le libéralisme sociétal n'est que la face « culturelle » du système du marché, et surtout de ne pas évaluer positivement des « avancées sociétales » auxquelles pour leur part ils n'entendent pas renoncer, se donne à lire la preuve qu'ils sont incapables de mener jusqu'à son terme la nécessaire critique du libéralisme.

La vérité est qu'une partie de l'extrême gauche se refuse à abandonner l'idéologie du progrès, comme elle se refuse à abandonner la mondialisation en prétextant qu'on peut en donner une autre version. Elle veut sauver la modernité dans ce qu'elle a de plus destructeur. Elle veut sauver le libéralisme sociétal. Révélateur est à cet égard le reproche fait par Philippe Corcuff à Michéa de « donner des points d'appui conservateurs à ses lecteurs » en « luttant prioritairement contre l'individualisme, le libéralisme politique (et le libéralisme culturel qui le prolonge) ». On en conclut évidemment que, pour Corcuff, c'est le contraire qu'il faut faire. Par exemple justifier le « jouir sans entraves » en ayant recours aux mêmes arguments que les libéraux pour défendre le « marché sans entraves » – tel le sinistre José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, dénonçant la critique du libre-échangisme comme un fantasme « xénophobe et réactionnaire » !

Ces gens-là ont oublié la critique ravageuse faite par le jeune Marx de l'idéologie des droits de l'homme. Ils veulent un monde sans frontières sans se demander si un tel monde serait encore un monde humain. Ils n'admettent pas cette idée, martelée par Michéa, que « la logique de l'individualisme libéral, en sapant continuellement toutes les formes de solidarité populaire encore existantes, détruit forcément du même coup l'ensemble des conditions morales qui rendent possible la révolte anticapitaliste ». Ils ont oublié qu'une révolution n'est pas seulement un changement radical, impliquant de faire table rase de tout ce qui a précédé, mais qu'étymologiquement (*revolvere*) elle implique un retour en arrière afin de trouver un point d'appui pour mieux s'élancer en

avant. Ce faisant, sans même s'en rendre compte, ils apportent une éclatante confirmation aux thèses de Michéa en montrant, à travers leur propre exemple, à quel point une partie de « la gauche » est gangrenée par la pensée libérale. C'est la preuve qu'une coupure transversale traverse désormais tous les camps, y compris le leur.

A la faveur de cette affaire, on peut aussi faire une nouvelle vérification empirique d'un phénomène aussi curieux que significatif : lorsque la droite voit des hommes de gauche se rallier à certaines de ses thèses, elle applaudit ; quand la gauche voit se rallier des hommes de droite à certaines de ses thèses, elle s'indigne et redouble d'anathèmes en parlant de « récupération » – comme si tout cela n'était qu'une simple affaire de « tactique », sans jamais se demander en quoi il serait tactiquement plus avantageux d'endosser des positions de gauche qui ne peuvent que susciter envers ceux qui le font l'incompréhension et la haine des autres droites, lesquelles pourraient tout aussi bien accuser à leur tour les pseudo-récupérateurs de « faire le jeu » de l'adversaire en reprenant certaines de ses idées !

Alain de BENOIST

1. Ouvrages dont nous avons longuement rendu compte ici même : Alain de Benoist, « Le socialisme contre la gauche », in *Eléments*, 142, janvier-mars 2012, pp. 50-57.

2. Luc Boltanski, « Michéa, c'est tout bête », in *Le Monde*, 6 octobre 2011

3. Serge Halimi, « Le laisser-faire est-il libertaire ? », in *Le Monde diplomatique*, juin 2013 ; Frédéric Lordon, « « Impasse Michéa », in *La Revue des livres*, juillet-août 2013, pp. 2-13 ; Philippe Corcuff, « Intellectuels critiques et éthique de la responsabilité en période trouble », site Médiapart, 25 juillet 2013.

4. Jean-Claude Michéa, « Pourquoi j'ai rompu avec la gauche », in *Marianne*, 12 mars 2013.

5. Jean-Claude Michéa, entretien in *L'Humanité*, 15 mars 2013.

6. Olivier François et Jacques de Guillebon, « Le peuple et la gauche : un malentendu ? », in *La Nef*, janvier 2013, p. 23.

7. Ibid., p. 24.

8. Même irénisme chez Frédéric Lordon, qui souscrit bien sûr à l'immigrationnisme promu par le patronat, à ceci près qu'il propose de régulariser tous les clandestins, pensant que cela éviterait à ces derniers d'être utilisés comme armée de réserve du Capital. Sans voir que cette régularisation créerait un appel d'air immédiat, qui ferait venir une foule de nouveaux clandestins. On s'engagerait ainsi dans une spirale sans fin, alors même que Lordon, qui n'en est pas à une contradiction prêt, déclare qu'il est « évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable » (« Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas », in *Le Monde diplomatique*, 8 juillet 2013, p. 4).

9. On sait que l'excellent Jacques Julliard – qui se définit comme «chrétien, donc individualiste » – a contesté les vues de Michéa au motif que, selon lui, la gauche s'est de tout temps présentée comme une alliance de la bourgeoisie progressiste avec des éléments

populaires dans la mesure où elle prétend tirer sa philosophie politique de la Révolution française. C'est oublier que cette dernière ne formait pas un « bloc », et que la philosophie des Lumières n'en représentait qu'une source d'inspiration parmi d'autres.

10. « Pourquoi j'ai rompu avec la gauche », art. cit.

11. *L'Humanité*, entr. cit.

12. Geoffroy de Lagasnerie, *La dernière leçon de Michel Foucault. Sur le néolibéralisme, la théorie et la politique*, Fayard, Paris 2012.

13. Cf. Bruce Bégout, *De la décence ordinaire. Court essai sur une idée fondamentale de la pensée politique de George Orwell*, Allia, Paris 2008.

14. Ce qui ne l'empêche cependant pas de rappeler, ce qui est bien le moins, que la démocratie repose sur la souveraineté populaire : « Démocratie, souveraineté populaire : une seule et même idée, qui est celle de la maîtrise par une communauté de son propre destin » (« Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas », art. cit., p. 2).

15. Sur le populisme, cf. Frédéric Santos, « Le populisme : une réponse aux mensonges des élites ? », texte mis en ligne sur le site Ragemag le 11 avril 2013. L'auteur rappelle le passé historique du populisme, qu'il définit *a minima* comme « un mode de pensée opposant, au sein des sociétés, le peuple (pris dans son ensemble) aux élites (ceux qui détiennent le pouvoir, politique ou médiatique) dans une forme de lutte des classes simplifiée à l'extrême ».

16. Aude Ancelin, « Tempête sur Michéa », in *Marianne*, 31 août 2013, pp. 74-76.

17. « Michéa, écrit-il encore, est aujourd'hui un socialiste libertaire doté de certains penchants conservateurs. C'est un être métis, mais sa philosophie, fascinée par les essences, a du mal à penser le métissage » (sic). On accordera sans peine à Corcuff qu'il a beaucoup moins de mal que Michéa à « penser le métissage », mais qu'en conclure du point de vue des idées ?